



Source : concordia.ca

Quartiers prioritaires de m2A, Pandémie & confinement

Evolution de la situation socio-économique



Introduction

La crise du coronavirus et les mesures de confinement se sont traduites par une contraction sans précédent de l'activité économique en France. Si la COVID 19 a bouleversé la vie de l'ensemble des français, elle a à nouveau révélé les inégalités sociales et économiques qui, dans ce contexte, distinguent les territoires politique de la ville. En effet, **les risques d'être exposé au coronavirus ou de développer une forme grave de la maladie sont inégalement répartis dans la population selon le type d'emplois exercés, les conditions de vie, l'âge, etc., mais également le lieu d'habitation des individus.** Les territoires fragiles souffrent plus que d'autres des effets de la crise et ce, à plusieurs niveaux : sanitaire, social, économique. **Les habitants des QPV sont ainsi confrontés depuis la pandémie à des difficultés réelles spécifiques** en matière de santé, niveau de vie, d'emploi, d'éducation... Les professionnels ont fait remonter un **sentiment de perte de repères pour de nombreuses familles** qui, compte-tenu de la réorganisation de l'ensemble de l'écosystème local, ont plus de **difficultés à savoir vers qui se tourner**, qu'il s'agisse de questions sociales, scolaires, de santé ou économiques.

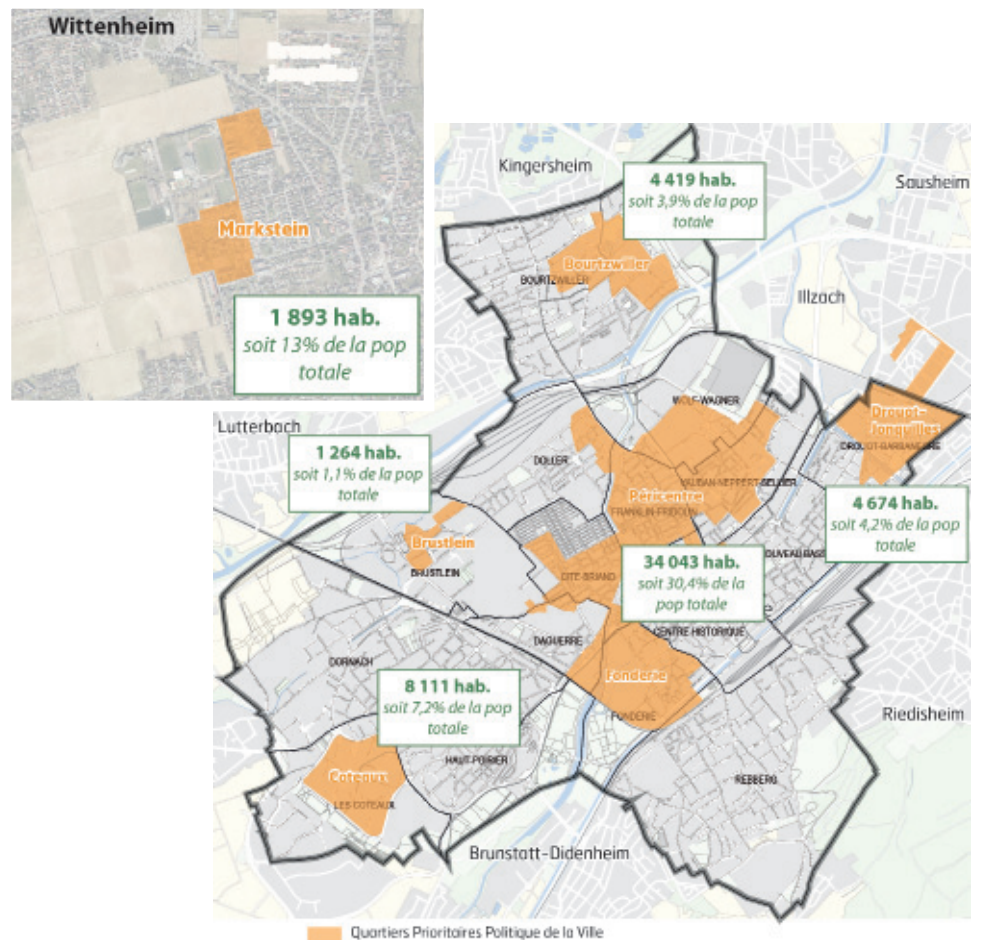
La présente publication vise à éclairer la réflexion locale à partir des tendances nationales observées récemment. Elle vise à mettre en lumière les impacts de la crise sanitaire sur les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Le personnel des centres socio-culturels a été sollicité pour apporter le ressenti local des situations vécues dans les QPV de l'agglomération. L'enjeu est de prendre la mesure des bouleversements et les défis, renouvelés ou nouveaux, qui vont se poser au sortir de la crise.

Quartiers prioritaires : où sont-ils ?

L'agglomération mulhousienne compte **7 quartiers prioritaires** de la politique de la ville (QPV) dans l'agglomération mulhousienne dont 5 à Mulhouse :

- Bourtwiller (Mulhouse)
- Brustlein (Mulhouse)
- Coteaux (Mulhouse)
- Drouot/Jonquilles (Mulhouse/ Illzach)
- Fonderie (Mulhouse)
- Markstein (Wittenheim)
- Péricentre (Mulhouse)

47% des mulhousiens vivent dans un quartier prioritaire et 13% des wittenheimois.





→ SANTE

La santé des habitants des quartiers prioritaires est de manière significative moins bonne que celle des populations des autres territoires. **Le confinement a été un révélateur et un accélérateur des inégalités de santé.** Durant ce double évènement (pandémie et confinement), les études nationales ont mis en évidence :

- le **fort taux de renoncement à certains actes médicaux des habitants des QPV pour des raisons financières** (notamment les soins dentaires et d'optique). L'éloignement en matière de santé – ou d'accès aux services de soins plus généralement – et l'éloignement urbain se conjuguent. C'est l'enclavement des quartiers, c'est-à-dire leur **isolement urbain, qui constitue un facteur de renoncement aux soins.**
- une **surexposition significative au coronavirus liée à l'emploi des habitants des QPV** (en première ligne) : salariés de la distribution, agents d'entretien, médico-social, ouvriers, employés...
- une **plus forte prévalence du surpoids et de certaines autres pathologies graves et chroniques** : les habitants de ces quartiers déclarent plus souvent une pathologie comme l'obésité, le diabète, (eux même facteurs de co-morbidité aggravant du COVID-19), l'asthme ou bien encore la dépression.
- L'**alimentation des habitants des QPV est devenue problématique** avec la perte de revenus, les difficultés d'accès aux sources d'approvisionnement habituelles ou encore la fermeture des cantines scolaires.
- Sur le plan psychique aussi, **les fragilités se sont amplifiées par les effets du confinement : perte de liens sociaux structurants** (accentuation de l'isolement), promiscuité des logements, climat anxigène, voire la difficulté à faire le deuil d'un membre de la famille, d'amis, de connaissances....

Ressenti local

La **surmortalité dans le quartier Franklin** a été perçue comme élevée. Beaucoup de personnes fréquentant ou travaillant au centre socioculturel (CSC) ont perdu un proche, un voisin, une connaissance.

Lors du premier confinement, les CSC ont observé une **plus forte sédentarisation des jeunes et des adolescents ainsi qu'une sur-utilisation des écrans.**

Il ressort de cette période alternant pandémie et confinement, **un plus fort besoin de parler, notamment pour les jeunes et les jeunes adultes.** Les citoyens ont besoin de recréer du lien. De nouveaux groupes de parole se sont montés (à Franklin, un groupe de mamans). Les sorties familles proposées par les CSC sont prises d'assaut.

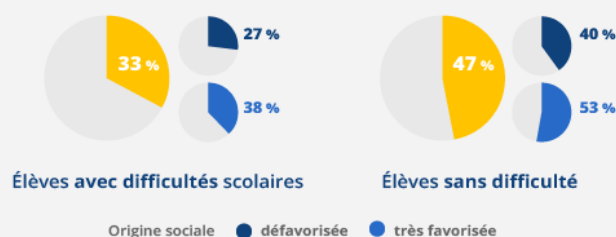
Sans aller jusqu'à la dépression, les **situations de spleen ont augmenté.**

→ EDUCATION

Le premier confinement a notamment mis à jour la **recrudescence du décrochage scolaire** ainsi que la **fracture numérique.** Les élèves de milieu modeste ou en difficulté scolaire ont plus souvent rencontré des difficultés matérielles ou pour se faire aider par leurs parents. Les habitants des QPV connaissent des problématiques déjà avérées du fait de la dématérialisation (accès et usage du numérique) et **amplifiées du fait de la fermeture des accueils physiques ainsi que des dispositions prises pour la continuité éducative.**

Avec le confinement, l'éducation nationale a poursuivi son action en proposant des modalités de travail scolaire à la maison de manière dématérialisée. La continuité pédagogique était assurée principalement via les ENT (environnements numériques de travail) et/ou les sites des établissements scolaires. Le rôle des parents est essentiel dans l'organisation du travail scolaire à distance. Mais **dans les quartiers prioritaires notamment, il s'est avéré complexe de maintenir le lien avec les élèves et /ou avec les parents.**

UN TIERS DES COLLÉGIENS ET LYCÉENS AYANT DES DIFFICULTÉS SCOLAIRES ont consacré 3 heures ou plus par jour à leur scolarité, contre la moitié des bons élèves



Part des collégiens et lycéens ayant consacré 3 heures ou plus par jour à leurs activités scolaires pendant la fermeture des établissements scolaires en mars-mai 2020

Source : INSEE, portrait social France 2020

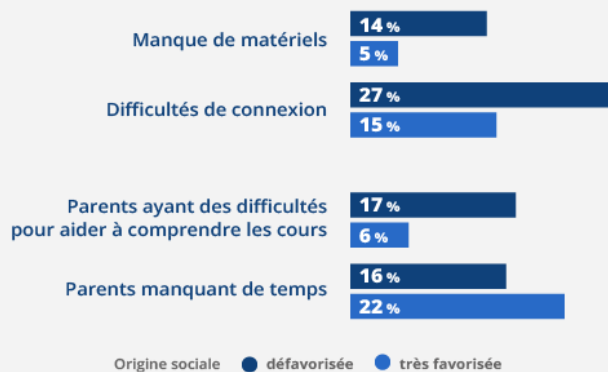


Les familles ont eu **des difficultés à prendre le relais à la maison** pour différentes raisons, souvent cumulatives :

- **Absence d'accès** à internet
- **Absence de matériel adapté** : la capacité des foyers à disposer de plusieurs ordinateurs ou tablettes pour permettre à chaque enfant d'accéder aux consignes de travail, aux cours et aux devoirs
- Débit insuffisant
- Situation d'**illétrisme et d'illectronisme**
- Plus **fort taux de populations allophones** entraînant des difficultés de communication orale comme écrite avec des parents ne parlant pas français et non lecteurs
- Difficultés à assurer un accompagnement pédagogique

Les **enjeux éducatifs ont touché, au-delà de la scolarité, la parentalité, la prévention et la protection de l'enfance.**

LES ÉLÈVES DE MILIEU MODESTE ONT PLUS SOUVENT RENCONTRÉ DES DIFFICULTÉS MATÉRIELLES OU POUR SE FAIRE AIDER PAR LEURS PARENTS



Part de collégiens et lycéens ayant eu des difficultés selon leurs parents pendant la fermeture des établissements scolaires en mars-mai 2020

Source : INSEE, portrait social France, 2020

Le ressenti local

L'**accès à l'outil numérique n'a pas été problématique** : les habitants des quartiers sont globalement **bien équipés en tablettes et smartphones**, même s'il n'est pas toujours idéal de suivre une visio sur un smartphone. L'équipement des lycéens en matériel numérique par la Région Grand Est, a facilité le suivi scolaire lors du passage au numérique. **Problème majeur pendant le confinement : les ménages n'avaient pas d'imprimante.** Difficile dès lors, d'imprimer cours et devoirs envoyés par l'établissement scolaire.

Au-delà de l'équipement numérique, **la plus grande difficulté est la barrière de la langue** qui ne permet pas à certains parents de suivre les travaux de leurs enfants.

Les élèves qui étaient déjà en difficulté sont ceux qui ont décroché le plus vite. Au lycée, quelques enfants ont complètement décroché. Le déconfinement s'est traduit, pour les centres socio-culturels, par une **très forte croissance des demandes pour l'aide aux devoirs** alors que les groupes et créneaux étaient déjà complets.

➔ NIVEAU DE VIE

En mai 2020, **un quart des ménages estimait que sa situation financière s'était dégradée avec le confinement**, plus particulièrement ceux qui avaient réduit leur activité, ceux ayant des enfants et ceux dont les revenus étaient initialement bas. Pour l'avenir, ces personnes pensaient rencontrer des difficultés pour payer leur loyer, leur crédit immobilier ou leurs charges dans les douze prochains mois.

La réelle baisse des revenus des ménages des QPV, liée notamment à l'arrêt des missions des intérimaires et à l'effondrement de l'économie informelle, se double en effet d'une problématique forte d'accès à l'argent liquide. La fermeture des bureaux de poste de proximité a privé de nombreux habitants de leur seul mode de retrait. Ces **tensions importantes sur les budgets des ménages** sont accentuées par la **fermeture des écoles et donc des cantines qui a généré une augmentation du nombre de repas à supporter par le budget des familles.** Elles se combinent à un renchérissement du panier moyen des familles lié à la **fermeture des marchés de plein vent et à un recours quasi obligatoire aux commerces de proximité où les marques distributeurs sont de moins en moins disponibles.**

23 % DES MÉNAGES ESTIMENT QUE LEUR SITUATION FINANCIÈRE S'EST DÉGRADÉE, plus particulièrement ceux dont l'activité s'est réduite



Part des ménages ayant déclaré, en mai 2020, une dégradation de leur situation financière depuis le début du confinement

Source : INSEE, portrait social France, 2020



Cette hausse a eu pour conséquences :

- Une multiplication des situations de **précarité alimentaire** notamment pour les enfants et les personnes âgées
- Un **abandon constaté de certains achats** aux premiers rangs desquels : les goûters pour les enfants, les protections périodiques et les produits spécifiques bébé
- Le **recours accru à l'aide alimentaire** : les premières semaines du confinement ont fait apparaître de nouvelles problématiques autour de l'accès à l'alimentation pour assurer la continuité de l'aide alimentaire et faire face à l'arrivée de nouveaux besoins dus à la perte de revenus dans les ménages

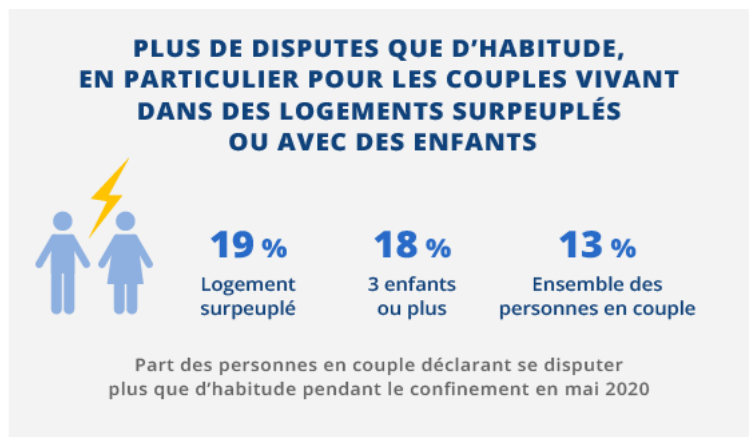
Le ressenti local

La crise sanitaire a généré une **forte augmentation des aides financières d'urgence**. Le **recours à l'aide alimentaire** s'est fortement ressenti à l'échelle locale : le restaurant « le Partage » dans le quartier Franklin, a ainsi vu sa « clientèle » augmenter de près de 40%. On a assisté à Mulhouse à une explosion de la précarité chez les jeunes et les étudiants, notamment les étudiants étrangers qui, en l'absence de petits boulots et de restaurants universitaires fermés, n'avaient plus de ressources pour s'alimenter.

→ SOCIAL/PAUVRETE

Les QPV ont payé un lourd tribut à la Covid-19. **Les conditions de vie s'y sont en général précarisées** sous l'effet de la pandémie et des confinements successifs.

- Le **risque d'exposition au virus varie selon les milieux sociaux : ouvriers et employés** ont plus souvent continué à se rendre au travail, sans possibilité de télétravailler.
- En confinement, **les femmes ont continué d'assumer l'essentiel des tâches domestiques** et parentales, même quand elles travaillaient à l'extérieur : 19 % des femmes et 9 % des hommes de 20 à 60 ans ont consacré au moins quatre heures par jour en moyenne aux tâches domestiques ; 43 % des mères et 30 % des pères ont passé plus de six heures quotidiennes à s'occuper des enfants.
- Les **personnes en couple se sont disputées plus fréquemment** que d'habitude.
- Les habitants des QPV relèvent de **configurations familiales amplifiant les risques psychologiques du confinement** (familles monoparentales, familles issues de l'immigration récente)



Source : INSEE, portrait social France, 2020

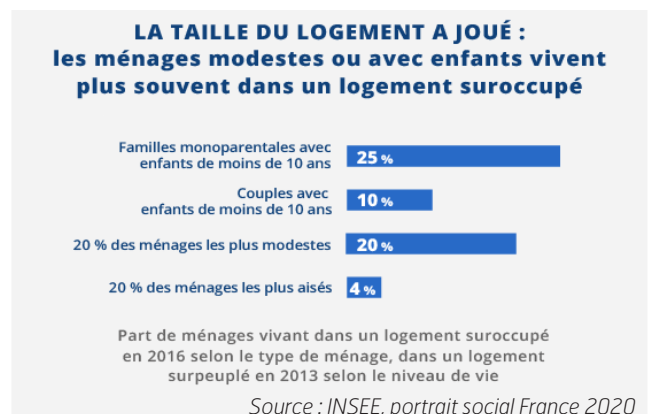
Le ressenti local

Les **violences intra familiales ont augmenté mais**, par ailleurs, **le nombre de naissances également**.

→ CADRE DE VIE

Les habitants des QPV sont confrontés depuis la crise à des difficultés réelles spécifiques en matière de logement : **sur-occupation** (promiscuité familiale dans de petits appartements) ou **vétusté des habitations qui ont complexifié le confinement**.

L'**accès à un espace extérieur privatif et la taille du logement ont également pesé sur ces difficultés**, plus particulièrement pour les ménages modestes ou avec enfants.





EMPLOI

715 000 emplois ont été détruits en France au premier semestre 2020, en premier lieu dans l'intérim. Néanmoins, les **dispositifs de soutien à l'emploi et aux entreprises ont permis de décorrélérer chute de l'activité et emploi**. Les salariés, massivement, sont restés en emploi. Leur temps de travail s'est réduit de 34 % en moyenne du 16 mars au 10 mai par rapport à la même période en 2019.

Les dispositifs de maintien d'activité ont amorti les effets de la chute de l'activité économique sur les ménages de manière inégale selon leur profil. **Les jeunes ont été bien plus exposés aux conséquences de la chute de l'activité économique**. La moitié des ouvriers, et un quart des cadres, déclarent être passés, au moins en partie, par le chômage technique ou partiel entre le début du confinement et le mois de mai. Le chômage partiel a concerné principalement les ouvriers et les employés. Les **habitants des quartiers prioritaires sont, pour partie, employés dans des métiers peu qualifiés et en proximité avec d'autres personnes (métiers sanitaire et social, entretien, aide à la personne, distribution...)** qui, d'une part, les exposent plus que d'autres au virus et, d'autre part, ne permettent pas ou peu le télétravail. Localement, les données disponibles montrent un effondrement de l'emploi lié pour l'essentiel à la raréfaction des emplois intérimaires et des fins de contrats à durée déterminée courts au cours du 1er trimestre 2020.

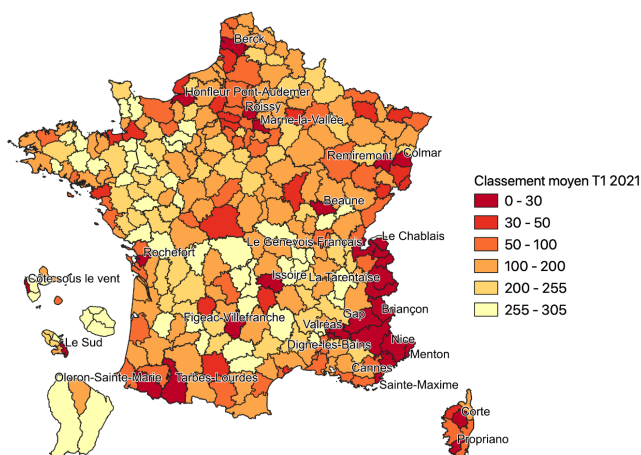
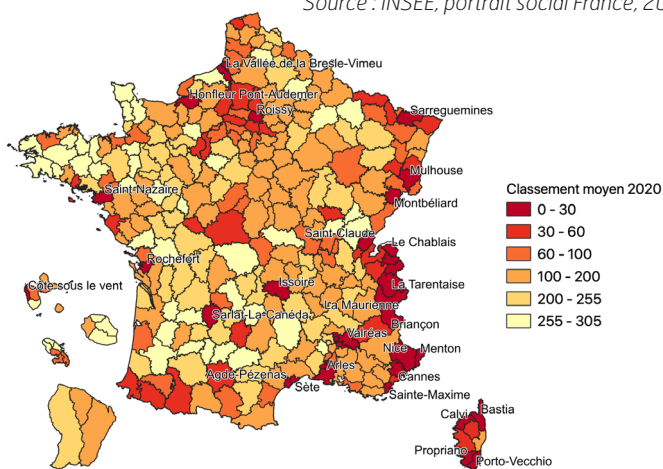
La zone d'emploi de Mulhouse fait partie des 30 zones d'emploi de France les plus affectées par la crise sanitaire. Et, chose importante, la situation perdure. Les zones d'emploi les plus fortement impactées sont de manière générale toujours plus fortement impactées en ce début 2021.

Cela s'est traduit de deux manières:

- D'une part, par **une forte remontée du chômage**. Entre décembre 2019 et décembre 2020, dans la zone d'emploi de Mulhouse, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmente de 8,3%. Parallèlement, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories B et C tend à baisser. C'est-à-dire qu'au début de la crise, de nombreuses personnes perdent leur emploi à temps partiel ou leur « petit boulot ». Au cours de l'année 2020, la réouverture des commerces, restaurants etc va légèrement infléchir le cours des choses avec une reprise des contrats courts et une augmentation du nombre des demandeurs d'emploi de catégories B et C.
- D'autre part, par **une croissance forte du nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans**. Mais, si la croissance du chômage pour les plus jeunes est plus faible, la **précarité de l'emploi** est pour eux plus importante. Pour s'en convaincre, on peut se reporter aux types de contrats de travail signés, par tranche d'âge. On constate alors une forte volatilité des CDD courts signés par les -25 ans qui passent du simple au double d'un trimestre à l'autre.



Source : INSEE, portrait social France, 2020



Source : France Stratégie, comptes nationaux trimestriels (Insee), Séquoia et DSN (Acos)



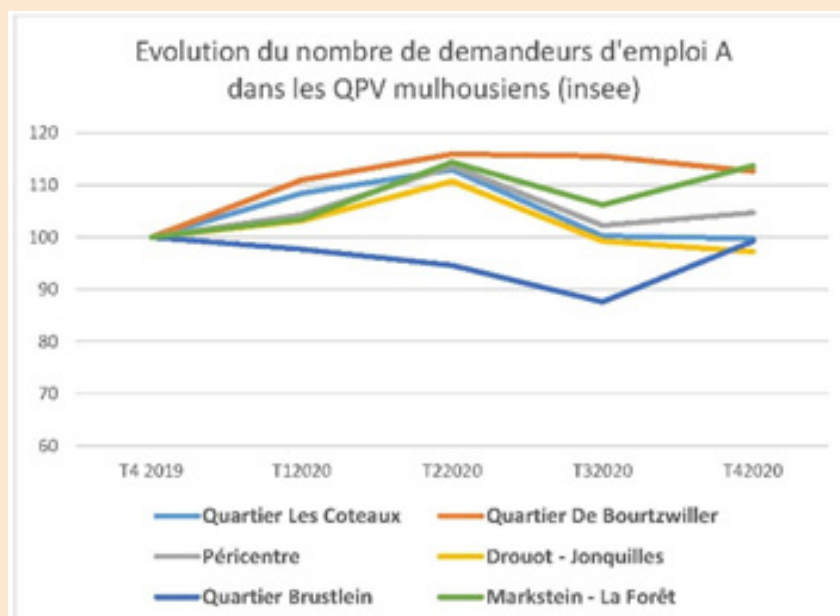
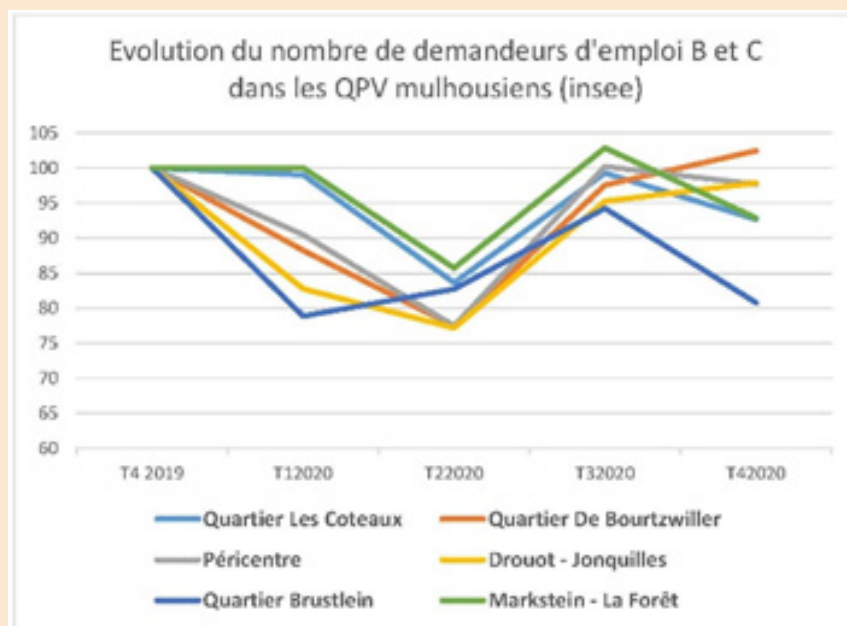
Le ressenti local

Ces tendances se retrouvent au niveau des quartiers prioritaires.

Le **nombre total de demandeurs d'emploi a augmenté de 2,6% entre la fin 2019 et la fin 2020**, passant de 9 090 à 9 324 personnes. Si l'on resserre l'analyse sur les demandeurs de catégorie ABC (personne n'ayant pas du tout travaillé et personnes ayant travaillé quelques heures dans le mois), il apparaît que le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 1,9% entre 2019 et 2020, pour s'établir à 8 597 personnes.

Mais les **situations sont très contrastées selon les quartiers**. Brustlein, Coteaux et Drouot-Jonquilles ont vu leur nombre de demandeurs d'emploi ABC reculer légèrement entre fin 2019 et fin 2020 ; tandis que Bourtzwiller et Markstein et dans une moindre mesure Péricentre, le voyaient augmenter. Comme dans le reste du territoire, il y a une bascule, des catégories B et C qui s'opère vers la catégorie A, sans aucun travail.

Tout au long du premier semestre, le nombre de demandeurs d'emploi B et C chute, alors que (hormis dans le quartier Brustlein), le nombre de demandeurs d'emploi A augmente. Le mouvement s'inverse avec la sortie du confinement, avant un **tassement des catégories BC au 4ème trimestre et une remontée des catégories A**. Les **quartiers Markstein et Bourtzwiller sont les plus marqués par la croissance des demandeurs d'emploi sans aucune heure travaillée**.



REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- <https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/les-quartiers-prioritaires-sont-les-grands-perdants-de-la-crise-sanitaire-881337.html>
- <http://www.onpv.fr/publications>
- <http://www.reseau-crpv.fr/wp-content/uploads/2020/04/2020-04-07-Limpact-de-la-crise-sanitaire-sur-les-habitant.es-des-QPV.pdf>
- <https://www.ozp.fr/spip.php?article26423>
- Réseau national des Centres de ressources de la Politique de la ville / 1-Synthèse de l'enquête nationale « Quartiers populaires et épidémie COVID19 – 2-Constats et premières réponses locales » de l'Inter Réseaux des professionnels du Développement social urbain
- Quartiers populaires et épidémie de COVID-19 Constats et premières réponses locales Synthèse de l'enquête nationale – IRDSU
- Les cahiers du Développement Social Urbain - Deuxième semestre 2020 "Inégalités et Covid-19 : double peine pour les quartiers populaires"
- Confinement : des conséquences économiques inégales selon les ménages, Pauline Givord, Julien Silhol (INSEE), Avec la contribution de François Beck, Laura Castell, Cyril Favre-Martinoz, Stéphane Legleye, Nicolas Paliod, Patrick Sillard (Insee), Muriel Barlet, Aude Leduc, Philippe Raynaud (Drees), INSEE Première n°1822, 14 octobre 2020
- France portrait social, édition 2020

Etude éditée et imprimée par :

L'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne

Directrice de la publication : Viviane BEGOC

Photos: AURM, sauf mention contraire

Rédaction : Jennifer KEITH et Dider TAVERNE

Édition : décembre 2021

Toute reproduction autorisée avec mentions précises de la source et la référence exacte.



www.aurm.org

AURM

33 avenue de Colmar - 68200 MULHOUSE
Tél. : 03 69 77 60 70 - Fax : 03 69 77 60 71